COMTÉ DE RICHELIEU.

[Lorsque ce beau et populeux comté, qui s'est toujours distingué par sa fermeté et son indépendance, a choisi par acclamation, aux derniers élections, M. le Dr. NELSON pour son représentant, alors ce Monsieur s'engagea envers ses constituants à visiter toutes les localités de cet arrondissement. C'est pour remplir cette promesse qu'il vient de se rendre à St. Aimé, St. Barnabé et St. Judes, trois des paroisses du comté qu'il n'avait pas encore visitées. C'est donc à tort et par pure calomnie qu'on a déjà crié bien haut dans certain quartier que le Dr. Nelson a visité *tout* son comté et qu'il y a été mal accueilli. Nous pouvons affirmer le contraire, l'hon. membre pour Richelieu a été reçu avec acclamation et avec des marques d'approbation non équivoques, de sa conduite en parlement et de la ligne de conduite qu'il a suivie.

Nous devons pourtant ajouter, afin de dire toute la vérité, qu'en revenant, il fut arrêté vers sept heures du soir, dimanche, par quelques oisifs qui se trouvaient réunis dans le village de St. Ours. Il leur adressa quelques paroles avec toute la politesse et la courtoisie qu'on lui connaît, et c'est alors que trois individus du village qui s'étaient mêlés au groupe qui venait de se former élevèrent la voix pour censurer ce que le Dr. Nelson venait de dire, et cela par-ce-qu'un certain individu du village, bien connu par ses entécédents (?) s'était plû a répandre contre le représentant de Richelieu, les calomnies les plus noires et les plus attroces. L'individu en question est trop connu heureusement pour qu'il puisse en imposer aux honnêtes gens.]

Voici l'adresse que M. le Dr. Nelson fit aux électeurs des trois localités qu'il a visitées, on sait qu'il avait déjà visité les autres paroisses de son comté :—*Minerve.*

Messieurs les Electeurs de St. Aimé, St. Barnabé et St. Judes.

MESSIEURS,—Fidèle à la promesse que je vous fis au chef-lieu du comté à la dernière élection, je saisis le premier moment possible pour me rendre au milieu de vous. J'éprouve un bien sensible plaisir à vous saluer tous et à vous remercier du fonds de mon âme de l'honneur que vous m'avez fait en me confiant de nouveau la charge sacrée de veiller à vos intérêts politiques et sociaux. J'ai la conviction que je n'ai pas trahi la confiance que vous avez reposée en moi, que je n'ai pas été apostat aux principes que je sais que vous chérissez tous, qui ont toujours été les miens, et dont vous m'avez donné la garde et le dépôt en me revêtant des attributions distinguées d'un mandataire du peuple du Canada. Vous avez été à porté de connaître mon caractère et mes sentiments, pendant le grand nombre d'années que j'ai eu le bonheur de vivre dans le comté de Richelieu. Le souvenir des relations que j'ai eues avec vous ne cesse de réveiller en moi des sentiments agréables et pénibles tout ensemble. Ces rapports ont été interrompus depuis l'époque orageuse de 1837; mais vous en conservez toujours avec moi la mémoire. Toute pénible que soit le souvenir des évenements de ce temps de trouble et d'infortune, on ne peut se cacher qu'il en est résulté quelque bien pour le pays, et un bien qui va bien au-delà de l'espoir et de l'attente de l'homme le plus clairvoyant d'alors et le plus capable de pénétrer dans l'avenir. Sous l'ancien régime, les gouverneurs se conduisaient plutôt comme des despotes, au gré desquels tout semblait devoir se courber. Le plus souvent c'était un vieux militaire, brave, déterminé, qui n'avait appris qu'*à commander*; pour un tel homme, résister à sa volonté, c'était *rébellion*, c'était *trahison*. De tous les actes de ces soldats, il suffit de mentionner l'incarcération des Bédard, des Blanchet, et d'autres citoyens qui ont été, par Craig, jetés dans les prisons de Québec, pour avoir commis le crime d'exercer justement et avec modération leurs droits de représentants du peuple. Il faut moins blâmer le vétéran des camps, que les hommes perfides dits civiliens qui l'entourent, et auxquels le gouverneur était obligé d'aller demander des conseils et des renseignements; or, les abus graves dont on avait tant à se plaindre, ne manquaient pas d'être perpétués par ceux qui en étaient la cause; car on avait beau rappeler le chef, les subalternes étaient toujours à leur poste et toujours fidèles à leur tactique, celle de donner des conseils adverses aux intérêts du Canada. Aussi, ces conseils étaient invariablement favorables à l'avancement d'une classe d'hommes, dont le lien d'union était un pacte contre tout le pays; et ils avaient l'adresse par des supercheries et des machinations sans nombre, d'éloigner du gouvernement les vrais amis du Canada et de l'Angleterre. Les hommes publics consciencieux, mûs par le désir de faire valoir la constitution en se tenant à l'écart des préjugés des uns et des autres, fatigués des tentatives incessantes et infructueuses pour faire percer la vérité et faire connaître la vraie cause des maux qui pesaient sur le peuple, furent forcés d'abandonner une lutte qui ne rendait que plus graves encore, les torts déjà trop insupportables. La faiblesse naturelle à l'homme, faisait que le nouveau gouverneur, à qui on prodiguait toutes sortes d'adulations, prenait pour seuls amis, seuls conseillers, les hommes souples et flatteurs, qu'il trouvait en place à son arrivée dans ce pays. La souplesse et la supercherie de ces serviteurs, qui ont toujours agi en maîtres, réussirent facilement à mettre à leur tête, et à faire le chef de leur faction, l'homme qui était revêtu des hautes attributions de la vice-royauté, qui, identifiée avec tous les méfaits de son entourage, attirait sur le gouvernement le déplaisir et le manque de confiance de tout un peuple. Et ce peuple était non-seulement bien disposé envers les gouverneurs, mais désireux d'honorer, de respecter et de reconnaître constitutionnellement ce haut personnage, représentant le souverain dans ses colonies. Ces hommes actifs, intrigants et malhonnêtes, n'avaient pas seulement le talent de discréditer tous les honnêtes citoyens auprès du gouverneur, mais ils ont réussi à nullifier les efforts des représentants du pays qui demandaient le redressement de griefs toujours croissants; chaque jour plus lourds et plus révoltants pour les habitants du pays. Cette opposition machiavélique à la volonté et aux droits des Canadiens, a eu l'effet de donner à *huit membres* de l'assemblée, l'ascendant sur *quatre vingt* autres. Ces huit étaient l'écho de leurs parents et amis, et avaient tout à espérer pour eux individuellement en vexant et contrecarrant les vrais représentans du pays. Il était impossible qu'une subversion si complète du bon sens gouvernemental puisse durer toujours. Il fallait soit aller plus loin ou se courber sous une oppression tyrannique. L'alternative était difficile; il ne fallait plus qu'un acte pour combler la mesure d'iniquité; et il n'a pas tardé d'être accompli. Car, à la suggestion toujours des opérateurs du mal ici, on fit publiquement et avec l'influence du gouvernement impérial, ce qui se fesait en détail depuis maintes années. Il fallait, dis-je, nous dérober notre argent. Longtemps on l'avait fait en petit et impunément; et c'est ce dernier attentat qui produisit nécessairement les assemblées publiques qui sont inscrites pour jamais dans les fastes du pays, et l'époque mémorable de 1837. Le dernier coup était de signaler à la haine du petit nombre de méchans qui était au fond de tout le mal; les hommes consistans, constitutionnels, amis des lois et de leur pays natal, et qui avaient invariablement combattus la clique *bureaucratique*. Aussi commence-cent-ils de suite une croisade contre les plus marquans, ou les plus actifs à protester contre les abus. La demeure de l'homme qui, selon la loi, est sa forteresse, perdit sa sécurité et ne sut plus protéger son maître. Nous étions, par conséquent, rendus à choisir entre une vile soumission, ou cette résistance sanctifiée par la nature; c'est sa protection individuelle. Les armes furent employées: le choc fut rude et sanglant; et la victoire se rangea du côté des méchans contre le juste plus faible. Les canons et les baïonnettes prévalurent; il fallut succomber, mais le pays résista noblement: ce qui fut regardé comme un grand crime par les despotes, et les vils êtres qui courbent la tête sous toutes sortes de pouvoirs.

Ma demeure était alors trop près de vous, pour que vous ignorassiez que le petit nombre de braves qui se rallièrent autour de moi et combattirent à St. Denis, firent leur devoir. Si, comme quelqu'un de mes bons amis, je n'ai pas mordu la poussière, c'est que le destin et non *la lâcheté* le voulait ainsi. Je me trouvais entouré de braves et dévoués compagnons. Je devais vaincre ou mourir avec eux. *Notre défaite n'a pas été flétrie par la désertion ou la fuite au moment du danger.* Vous savez tout le reste, mais vous pouvez peut-être ignorer que le beau nom canadien n'a pas essuyé d'opprobre dans ma personne. pendant mon séjour dans les prisons, ou quelques uns croyaient que je pourrais fléchir, à cause de mes souffrances physiques et mes malheurs; enfin, faire le délateur, pour obtenir ma liberté et ma vie, par des révélations, qui pourraient en compromettre d'autres. Je répondais à ceux qui m'interrogeaient:—" Je puis m'être trompé, avoir mal placé ma confiance; mais je suis ici, et prêt à porter le poids de toutes mes actions; et plût à Dieu, que le sacrifice de ma vie pût acheter la tranquillité, le bonheur et la prospérité de mon pays." Que l'on n'ose pas dire qu'il n'en est pas ainsi, car il y en a plus d'un, tant officiel que compagnon de prison, qui pourra affirmer que je tenais ce langage, et que je refusais toutes faveurs, toutes indulgences que mes compagnons de malheur n'auraient pas partagé avec moi. Je ne fais ces remarques que pour contredire les assertions lâches et mensongères d'une petite clique qui voudrait détruire l'humble position que j'occupe en ce moment, et ravaler une attitude dont je n'ai pas bronché dans des tems plus difficiles,—une attitude, que certains autres, *par une prudence toute particulière*, ont eu la précaution de ne pas assumer; bien qu'ils fussent les moteurs de toute la résistance de cette période cruelle et dont ils veulent aujourd'hui jeter sur moi seul toute la responsabilité. Tant il est vrai que j'avais fait l'abnégation de moi-même, et à tout prix voulais le bonheur de mon pays natal; c'est que, lorsqu'il m'a été proposé par un émissaire de lord Durham, dont le séjour parmi nous n'a été que trop court, et de qui je parlerais plus avantageusement, s'il n'y avait pas des *siens* parmi nous, auxquels des personnes faibles et envieuses prétendraient que je voudrais faire la cour;—j'ai répondu à l'émissaire qui, soit dit en passant, paraissait mû par des motifs humains et généreux;—que j'étais prêt à faire tous aveux qui pourraient faciliter l'accomplissement des vues larges et nobles, dont le gouverneur paraissait être animé, pourvu que cela n'attirât pas sur mes amis, sur la cause et sur le pays, ni haine, ni honte; que j'étais prêt à tout subir, sauf le déshonneur; mais que je désirais souffrir en homme qui savait se respecter, respecter ses compagnons d'armes, et la cause qu'il avait embrassée. Sept de mes amis avec un grand et généreux sacrifice d'eux-mêmes, se joignirent à moi, et notre départ pour l'exil ouvrit les portes des prisons, et permit de retourner au sein de leurs familles éplorées à 500 de nos amis, emprisonnés depuis plusieurs mois, et dont le sort était plus ou moins douteux jusqu'à l'époque où les exilés obtinrent leur élargissement. Nos malheurs personnels pesaient légèrement sur nos cœurs, sachant que nous avions rendu heureux, bien des infortunés. La position mâle assumée par mes compagnons de voyage, leur a assuré l'estime et le respect de tous ceux, aux soins desquels nous fûmes confiés. Notre attitude sur l'île de Bermudes nous a acquis la considération et même l'amitié des insulaires; et nous en avons encore des témoignages de tems en tems. Nous étions fiers de faire respecter, en nos personnes, notre pays et la belle cause pour laquelle nous avions combattu. Et sur " la terre classique de liberté," nous avons conquis la confiance et la bonne volonté de ce peuple aussi intelligent qu'indépendant. Partout dans nos errements nous fesions nos humbles efforts, pour forcer les étrangers à entretenir une opinion favorable des canadiens. Nous travaillions pour leur conserver une nationalité heureuse. J'entre en ces détails, afin que vous connaissiez la valeur des insinuations et des accusations mensongères, que certains hommes envieux et incapables d'abnégations, voudraient porter sur mon compte et sur le compte de ceux qui ont agi plus noblement qu'eux. Habiles, braves et féconds en paroles; lâches et puériles, quand il faut agir. Ils voudraient placer plus bas que leur bas niveau, ceux au-dessus desquels ils ne peuvent s'élever, et qui, par des sacrifices connus à tous, et avoués de tous cœurs généreux, ont acquis une influence qui doit croître en raison de l'intégrité de leur conduite et de l'indépendance de leurs actions.

Je vous parlais, il y a un moment de " la Terre de Liberté." Plût à Dieu, que nous eussions touché à ses rives, quelques semaines plutôt; et je suis persuadé que mes braves et patriotiques frères d'exil et moi nous aurions empêché l'infortunée affaire de novembre 1838! Si la chose nous avait été soumise, nous aurions de suite protesté contre; nous aurions dissuadé nos amis, plus énergiques et plus déterminés que prudents, de faire une tentative qui ne pouvait que combler le poids du malheur qui pesait déjà si lourdement sur le Canada. Nous n'aurions pas, *comme un autre personnage, donné une sanction équivoque, susceptible d'une interprétation à lui favorable, quelque dût être le résultat des évènements. Ceux qui ont permis, et qui pouvaient si facilement faire avorter cette malheureuse entreprise, devraient être regardés comme plus coupables que ceux dont l'amour du pays était plus grand que la discrétion.* Pas deux mois après notre retour de l'île de Bermude, celui qui avait donné origine au malheureux projet précité, tenta une seconde invasion, puissamment appuyé qu'il était, par une personne, dont l'opinion devait donner au mouvement beaucoup de poids. Alors trois de mes amis et moi, nous avons de suite détruits ce dessein monstre. Nous y étions portés par l'amour que nous éprouvions pour notre patrie, qui était plus grand encore que la haine pour les personnes qui faisaient un métier de piller, d'incendier et d'exécuter ceux dont la seule faute était d'avoir en horreur une tyrannie insupportable et d'avoir porté le patriotisme jusqu'à l'enthousiasme. En cette occasion encore, nous avons fait preuve, je m'en flatte, d'un acte de véritable *nationalité*; sentiment que j'ai entretenu et dans la propérité et dans l'adversité. Je n'ai pas fait le méprisable métier de "*vendeur de plomb*," dont la finesse consiste à ne jamais prononcer ni *oui* ni *non*. Bien que je fusse dans la pauvreté et que je recommençasse la vie de nouveau, à 50 ans, ayant besoin de tout le monde, je n'ai jamais caché ma pensée sur les affaires publiques; quoique j'eusse pris la résolution de ne plus entrer dans l'arène politique, hormis d'y être forcé par des raisons majeures. J'ai justifié ma position antérieure, je n'ai pas eu honte de celle que j'occupais dans le moment; j'ai prononcé ouvertement mes opinions, et j'ai essayé de tenir une ligne de conduite digne d'un homme qui a souffert pour ses principes et qui croit toutes ses démarches consciencieuses. J'ai été, cependant, bientôt forcé d'entrer en lutte; et cela avec un homme, dont la conduite ci-devant lui avait acquis la confiance et le respect du pays, mais dont la position actuelle avait terni tout ce qu'il y avait de beau et de louable chez lui, autrefois. Et c'est le comté de Richelieu qui a porté jugement de condamnation contre l'un et d'approbation pour l'autre. Deux fois, vous m'avez prononcé digne de votre confiance, et je puis dire avec un honnête orgueil, que j'ai été conséquent jusqu'ici;—mon mobile d'action, le bien du pays; toujours le même; bien qu'une portion *homœpathique*, c'est-à-dire, la vingt millième partie des Canadiens prétende le contraire et qui dans ce moment a recours à de viles intrigues et à de misérables machinations pour me déprécier en votre estime. Ils ont tenté ceci tout dernièrement encore, en donnant une fausse traduction de mon discours sur les subsides, qui fut publié incorrectement par un *seul* journal, et à *cette* source ont puisé mes calomniateurs pour m'accuser d'être l'ami de l'union des deux provinces. Vous ne vous laisserez pas tromper par ces misérables égoïstes. Au reste, voici le sens de mes paroles dont j'ai fait usage:—" L'union a été ourdie dans le noir, conçue dans la haine et la méchanceté, enfantée pour la destruction de tous nos droits et mise en œuvre par la violence et avec effusion de sang et destruction de vie. Elle a été faite pour écraser, anéantir les Bas-Canadiens, on nous a chargé des dettes contractées par l'extravagance et la cupidité du Haut-Canada. Et nous étions de beaucoup les plus nombreux, on ne nous a alloué que le même nombre de représentants; mais cet outrage et ce *piège* inique, tendu, pour notre ruines ont-ils répondu aux projets de leurs inventeurs. Séparés comme nous l'étions, il était facile d'exploiter les préjugés des uns contre les autres. Et les Bas-Canadiens, qu'une faction représentait comme des ignorants, des fanatiques et des ennemis, n'ont pas eu communiqué avec les Haut-Canadiens, qu'aussitôt tout l'échaffaudage d'inimitié et d'opposition qu'on avait érigé et qu'on espérait consolider et perpétuer, a disparu et a été remplacé par le respect et la considération. Et au lieu d'être affaiblis, les libéraux de cette province ont acquis une force qu'on ne peut méconnaître, et qui a fait succomber les auteurs de cette machination. Séparées, les provinces étaient traitées assez cavalièrement par les autorités coloniales, mais réunies et agissant avec harmonie et d'un commun accord, nous avons pris une position qui reclame, *commande* une attention respectueuse. Les dernières élections, que quelques uns espéraient voir terminées au désavantage des libéraux des deux provinces ont eu, au contraire, l'effet d'augmenter de beaucoup, le nombre des vrais amis du pays et de la liberté constitutionnelle, au point qu'un ministère incapable et sans influence a été forcé ignominieusement de céder sa place à des hommes jouissant, à tous les égards, de la plus parfaite confiance de la bien grande majorité des deux provinces." Il faut pourtant excepter un ou deux individus, qui, rongés de *jalousie, d'orgueil*, et d'*espérance déchue*, voient du mal partout où ils *ne sont pas*. D'autres mécontents sont incontestablement les pauvres ex-ministres! Ramarquons, messieurs, que le chef du ministère est un Bas-Canadien pur sang, homme d'une influence, d'une sagacité en affaires, homme d'état et homme pratique, universellement reconnu comme tel, même par nos plus violents adversaires. Ces belles attributions qui lui acquièrent l'estime de ses plus chauds antagonistes, sont un grand crime dans l'opinion de ceux qui sont *dénués des talents requis en fait de gouvernement.* Voici, messieurs, le secret de toute l'agitation dont vous entendez parler en ce moment, et dont tout homme judicieux est indigné.—A la suite de l'union et *résultant d'elle*, est venu le GOUVERNEMENT RESPONSABLE, qui nous accorde une étendue de liberté qui va bien au delà des vues et des rêves de ceux qui reclamaient à juste droit contre les atrocités gouvernementales en 1837. C'est mon intime conviction, ainsi que celle de tout homme qui sait apprécier l'état actuel des provinces, que nous touchons au moment où les ressources du pays vont être développées, et une activité, et un esprit d'entreprise vont se faire jour, au point d'exciter la joie dans tous les cœurs de ceux qui sont susceptibles de nobles émotions, nous jouissons maintenant d'un degré de liberté, qui approche de très près à une démocratie bien organisée, et aussi parfaite qu'on peut s'attendre à avoir sous aucun systeme politique connu, je dirais plus; — que nous avons plus de volonté à exercer qu'aux Etats-Unis, cette " terre classique de la liberté," qu'un théoricien vante tant" car nous possédons plus de contrôle sur le gouvernement, qu'en a chez lui ce peuple fier et intelligent. Là, le président choisit ses conseillers ou ministres, où bon lui semble. Ils peuvent ne pas être connus comme hommes politiques; ils peuvent être sans talents et sans caractere; ils peuvent ne pas jouir de la confiance de la chambre des représentants et du peuple, cependant, on ne peut les faire déguerpir de leurs places aussi longtemps qu'il plaira à M. le Président, de les retenir près de lui, quand une fois ils ont été acceptés par le sénat. Ils peuvent demeurer en office, pendant les quatre années de son administration, *n'importe leurs actes, n'importe le mécontentement de tout le monde.* Ici, au contraire, le gouverneur est *obligé* de prendre ses conseillers parmi les hommes *les mieux connus*; les *plus estimés*, et *les plus capables*; et si ces personnes ne jouissent pas de la confiance de la chambre des représentants; ou plutôt, du moment qu'ils *perdent leur influence sur ce corps*, il leur faut céder leurs siéges à d'autres. Ils ne peuvent mécontenter la représentation que pendant le court intervalle entre la *fin d'une session et le commencement d'une autre*; époque de quelques mois seulement. Et si nous, les membres, ne veillons pas à notre devoir, ne faisons pas faire celui des ministres, c'est à Vous MM. les électeurs, d'exercer votre autorité, votre prérogative, pour ainsi dire, suprême. Vous devez nous rejeter, et en choisir d'autres plus intègres et vigilants. Or, vous élisez les ministres en premier lieu, et outre leur responsabilité envers vous, ils en ont une envers nous; et dans le cas de malversation, on les abandonne, et ils succombent; de notre côté, nous vous sommes responsables, et si notre conduite vous paraît indigne de vous et de votre mandât, vous nous rejetez; de sorte que c'est le *peuple* envers qui les uns et les autres sont responsables. Autrefois, il n'en était pas ainsi, car insulter les représentans, les traiter avec dédain, était un quasi-mérite, aussi voyait-on souvent jusqu'aux petits clercs de bureau faire les maîtres, et mépriser les demandes à eux faites, et presque refuser de rendre compte à la chambre, soit de leur conduite, soit de leurs transactions officielles. Aujourd'hui le représentant est respecté il a du poids auprès du gouvernement, il est regardé comme, si dans sa personne était concentrée tout un comté; l'insulter serait vous insulter tous, et le remède suit de près le délit; car, n'oubliez pas que nos ministres sont responsables jusque de la conduite des serviteurs publics. Cet état de choses est tout nouveau ici, il émane du gouvernement actuel, qui a été arraché à l'Angleterre et par suite des troubles de 1837 et de l'acte d'union. C'est une consolation pour ceux qui ont en hommes, pris part à cette agitation, d'apprendre que de bien grands avantages ont surgi de ce tems de pleurs et de deuil.

Il y a des personnes qui ont des idées si parfaitement erronées de notre état actuel, si peu en harmonie avec le bonheur du pays, qu'on est forcé d'accuser l'intégrité, soit de leur *intellect*, soit de leur *cœur*. Dans l'un ou l'autre cas, ces individus doivent être veillés de près; chaque ami du pays doit être en garde contre leurs raisonnements *perfides et séducteurs* pour ceux-là seulement qui ne veulent pas réfléchir, ou qui, comme dans les tems passés, prenaient pour orthodoxes les assertions de certains hommes, dont les projets et les démarches, toutes violentes et intempestives qu'elles furent, se trouvaient justifiées par les actes d'un exécutif arbitraire, despote, et à tous égards, malhonnête et méchant. On vous dira incessamment qu'il n'y a pas de bonheur politique ou civil hors des Etats-Unis, que le système là en opération est merveilleux et qu'il n'y a de merveilles que là. A croire ces prêcheurs ou plutôt *perturbateurs*, on prendrait nos voisins pour une classe d'hommes toute différente des autres. Ils sont pourtant des êtres ordinaires, comme nous, et je puis certifier que tout ne vas pas aussi harmonieusement chez eux, que le prétendent ou imaginent certains personnages qui y ont fait qu'une courte résidence.—Personne plus que moi a raison d'avoir de la reconnaissance pour ce beau peuple, qui est sans doute le premier de la terre, en intelligence, fruit de son admirable système *d'éducation*, pour l'entretien de laquelle il paie gaiement d'énormes dépenses. Il m'a traité non seulement avec hospitalité, mais avec générosité et affection. J'admire ses mœurs, quoi qu'en disent des hommes préjugés ou ignorans de leur caractère. Je suis émerveillé de leur prodigieuse prospérité, tant individuelle que nationale. mais je vous avoue avec franchise que je verrais notre introduction dans la grande famille républicaine avec chagrin. Et en voici la raison, qui est fondée sur l'expérience personnelle;—ceux de nos Canadiens qui demeurent aux Etats-Unis, et qui n'ont pas d'éducation ne peuvent avancer et s'élever au dessus du rang du journalier, mais celui qui sait lire, écrire, et un peu chiffrer, ne manque pas de se frayer un chemin et acquérir du bien et une bonne position comme citoyen. Car, le Canadien travaille plus, économise beaucoup plus et, se contente de moins que l'Américain, et avec une intelligence un peu cultivée, il serait au niveau de ses co-citoyens.

Conséquemment, avant de prôner l'annexation aux E.-U., il faut mettre notre vertueuse population en état de lutter dans la vie domestique, sociale et politique, avec ce peuple. Celui qui veut précipiter cet évènement *n'est pas l'ami des Canadiens.* Il est " fanatique ou saisi d'une déplorable monomanie, dont le fonds est l'espoir de devenir président d'une nouvelle république ou gouverneur d'un état indépendant...." Je ne crains pas d'avouer que l'époque, par la suite des choses naturelles, plutôt encore par des éventualités, peut arriver longtemps avant que ce pays soit préparé pour l'évènement, grâce aux prédicateurs de l'ignorance; des PAPINEAU et *Cresse*, et à l'ancien système de gouvernement. Il y a des personnes qui prétendent *hypocritement* être les amis de l'éducation; mais selon eux, il ne faut pas taxer les habitans pour son avancement! Or, c'est dire qu'il n'y aura pas d'écoles généralement établies dans le pays; donc l'ignorance doit continuer à opprimer nos honnêtes cultivateurs. Car ceux qui ne peuvent en apprécier l'avantage, ne feront jamais de contributions volontaires, pour ce qu'ils regardent comme de peu d'utilité. La vérité de cette remarque a été prouvée plus d'une fois. Il ne convient vraiment pas de se donner pour l'ami du pays, et par une duplicité honteuse et méprisable, de mettre des entraves à sa prospérité. Moins il y a d'instruction, moins les *égoïstes* ont à redouter pour eux et les leurs, ils deviennent plus suprêmes; mais de maintenir une telle position, se donner en même temps pour républicain, et vouloir l'annexation aux Etats-Unis, c'est être fourbe et l'ennemi acharné du pays, qui a eu le malheur de donner le jour à des êtres dont la mission paraît être de vouloir la malédiction de leur patrie et le malheur de l'humanité.—*On veut faire de l'agitation à tout prix*; tantôt il nous faut un "conseil électif; une absurdité, soit dit en passant, comme remède à tous nos maux. Ensuite il faut agiter le rappel de l'Union, bien qu'on sache qu'il est impossible pour le moment de réparer cette injustice. Dans tous les cas, nous possédons les moyens de faire disparaître, tout ce qu'il y aura d'amère et de méchant dans cette loi. Ce n'est pas assez, il faut se plonger dans les affaires de la malheureuse Irlande, dont toute âme bienveillante déplore la situation pénible et affligeante, mais pour laquelle il nous est impossible de faire plus que d'exprimer nos " vives sympathies": et nous savons ce qu'elles valent auprès des autorités qui ne connaissent pas même la justice commune. En dernier lieu, il faut intervenir dans les affaires de France, convoquer des assemblées pour congraturer les Français sur leur affranchissement de la domination des Bourbons; race, qu'il me soit permis de le dire en passant, qui est indigne de présider aux destinées d'aucun peuple; bien moins du grand peuple Français. Tout comme si nos félicitations ampoulées pouvaient affecter ce gouvernement là! On oublie que la France a paru nous oublier; du moins elle n'a jamais montré aucune sympathie pour nous; même lorsque la plus ancienne ville de la Nouvelle France, Québec, n'était qu'un monceau de ruines.

" N'importe le sujet, il faut de l'agitation"; bien que ce remuement des esprits puisse avoir l'effet d'ébranler tout notre état social, "arrêter le progrès des choses; éloigner les capitalistes" et par là "déprécier nos propriétés; chasser nos meilleurs ouvriers par le manque d'emploi." Enfin, "exciter la méfiance, la crainte, et la tristesse" dans tous les cœurs; voilà les résultats les plus probables de cette impolitique agitation. Car ce qui est déjà arrivé, on le dira avec raison, peut avoir lieu encore. Il y en a qui ont la bassesse de prétendre aujourd'hui que l'on ne voulait que faire de l'agitation constitutionnelle en l'an de grâce 1837;—on n'a pas songé le moins du monde à la violence, vous pouvez en être certains! mais le triste tableau des évènements qui ont résulté de cette agitation doit au moins nous apprendre le danger de pareilles tentatives. Il y a des hommes qui peuvent exciter les masses en s'adressant à leurs passions et non à la raison, — qui manquent à un point déplorable de jugement et de courage pour conduire à des fins utiles et honorables, la tourmente qu'ils ont suscitée et qui bien dirigée, nonobstant les malheurs qui l'ont accompagnée, aurait pu tourner à l'avantage de tous. Mais une fois la barque lancée parmi les écueils et les rochers, par leur incapacité dans l'action et dans la direction ils abandonnent le gouvernail qu'ils tenaient d'une main tremblante, et se sauvent lâchement du vaisseau ainsi travaillé par la tempête et par l'orage, au gré d'une mer en fureur et terrible, à la merci de la colère et de la vengeance des éléments qu'ils ont provoqués; délaissant un équipage dont le malheur est de témoigner de la confiance à des hommes capables uniquement de débiter des paroles à la journée et tout à fait dénués d'habileté pratique. Dans leur égoïsme ils n'ont pas même la générosité de crier " sauve qui peut," de crainte de diminuer leurs propres chances de salut. Ils abandonnent à la dérobée leurs dupes, pendant que celles-ci luttent contre l'orage et la foudre. Ces lâches déclamateurs, (et les déclamateurs ont été lâches dans tous les temps), vous diront avec une infernale malice que nos hommes d'état sont des " politiques profonds comme l'abyme, muets comme la tombe." Leur politique à eux est désolante et insaisissable comme l'abîme, turbulente et destructive comme l'ouragan. Ils trouvent de la profondeur dans les champs qu'a ravagés la tempête suscitée par eux, et du silence dans les tombes de ceux qui sont morts en combattant ou sont tombés sous la hache du sicaire, pour expier la lâcheté de leurs chefs!... Si cette profondeur et ce silence me font peur, il me semble pourtant que j'ai passé avec vous par d'assez terribles épreuves pour oser affirmer que je ne suis point timide; mais j'ai peur des horreurs de la solitude, produite par la dévastation, du silence des cadavres après la bataille, du cri lamentable de l'orphelin qui, au milieu des ruines, demande son père et du pain. Heureux si les sacrifices que nous avons fait dans les jours mauvais peuvent être acceptés comme compensation des maux qu'ils ont produits. Je m'épanche avec vous, car je sens le besoin de décharger dans vos cœurs des sentiments si brûlants encore; ce que nous avons fait et souffert en commun sont des liens plus forts que ceux de l'existence, et la tombe ne saurait les briser!

Et c'est le chef qui fuit durant la mêlée, qui conséquemment a perdu son droit de commandement, c'est celui-là même qui veut arracher les renes des affaires politiques à des mains sages et habiles, pour les saisir lui-même et les lâcher encore une fois, aussitôt qu'il verra le précipice où son étourderie aura conduit le char de l'état. Celui qui a été dans le naufrage, qui a pris part à la lutte, qui n'a pas trahi ses amis, mais a partagé leur sort, qui a devant ses yeux encore en ce moment des braves ravis à la vie, des femmes et des enfants sans époux et sans pères, n'ayant personne pour les protéger contre l'affreuse licence d'une soldatesque sans mœurs et sans frein, et pis encore à la merci de compatriotes apostats à leur pays et à tous les sentiments de la nature humaine, qui voit les habitations jadis le sanctuaire de la vertu, et resplendissantes de bonheur et de prospérité en proie aux flammes et au pillage; qui voit le froid et la faim décimer les infortunées victimes, qui voit sur l'échaffaud les corps sanglants et mutilés de ses braves et malheureux compatriotes, celui-là, dis-je, à la vue de ce tableau de deuil et d'affliction, tressaille d'horreur et pleure dans la tristesse. Il tremble pour les conséquences qui peuvent bien vraisemblablement surgir d'une nouvelle agitation, et il est profondément dégoûté de l'inimitié, du crime! orgueil et de la révoltante jalousie de celui qui veut des évènements que lui, lui plus que tout autre devrait avoir en horreur. Ne peut-on pas s'écrier avec raison: O conscience! ô souvenir! ô humanité! où vous êtes-vous réfugiés? Où avez-vous jamais séjourné dans le sein de celui qui insulte perpétuellement à vos belles et célestes attributions, qui ne trouve d'intelligent, d'intègre, de patriotique, de généreux et de désintéressé que lui-même, qui croit résumer en lui la patrie et qui se plait à rapetisser nos hommes publics pour les vouer plus facilement au ridicule et à la défaveur.

S'il y a un homme en Canada assez malheureux que de vouloir provoquer la dissension et le trouble, *qu'il soit donc montré au doigt*, comme un *être à éviter*, comme on éviterait *la peste et tous les fléaux* qui peuvent torturer l'humanité. On aurait raison de penser que ce mauvais génie trouve convenable aux autres tout le mal qui peut émaner de ses procédés enragés et insensés, parce qu'il n'a pas, et dans sa personne et dans sa famille, éprouvé les grandes souffrances, qu'il a fait descendre si abondamment sur ceux qui avaient le suprême malheur de regarder ses démarches comme consistantes, sages, et vertueuses.—Je n'ai pas besoin de vous dire que ceux auxquels je viens de faire allusion ont perdu, sans retour, ma confiance; et j'espère, pour le bien et le bonheur de nous tous, que ce sentiment trouvera son écho partout dans le pays. Non plus ai-je besoin de vous assurer que le ministère actuel possede ma plus parfaite confiance; le pays lui a témoigné une semblable confiance, mais nous le tiendrons solidaire de ses actes. Puisqu'il en est ainsi, est-ce *juste*, est-ce *convenable*, est-ce *sage* de vouloir *l'entraver par une hypocrite démarche*; et ceci immédiatement après avoir dit: " Je veux donner du tems aux ministres; les aider même à faire du bien." Du premier moment qu'ils entrent au pouvoir, on les blâme de n'avoir pas laissé agir la chambre, pour les actes de laquelle on les rendait responsables! Ne doit-on pas soupçonner les motifs de ceux qui agissent de la sorte? Et pourtant ils ont la singulière hardiesse de prôner la *pureté* et la *grandeur* de leurs vues, et la *titilalité* de leurs procédés!! Ils disent qu'ils reposent beaucoup de confiance dans les membres du cabinet; et tout de suite ils font des suggestions qui ont pour but de les ruiner, chargés comme ils le sont du lourd fardeau de l'administration. Selon ces agitateurs le gouvernement d'un pays serait une tâche tres-facile et sans importance! Selon eux, mieux vaudrait s'occuper à faire des *discours interminables* et toujours sur le *même ton*. Il est dit avec vérité quelque part qu'un grand parleur est un pauvre artisan! Cette vérité est consignée sur les journaux parlementaires et dans la mémoire de ceux qui ont un tant soit peu suivi la marche de notre législature. Car ceux qui ont été les plus prolifiques en paroles, ont été les plus stériles en œuvres et les plus portés à accuser et condamner les autres, ont été soit les plus lâches, les plus indolents, ou les plus incapables de conduire les affaires.

Ne pouvant se faire des partisans parmi les hommes mûrs et sages, on s'adresse à la jeunesse. On profite de son ardeur, et de son manque d'expérience pour en faire des suppôts. On met à contribution le beau sentiment, l'amour de la patrie; et par des paroles aussi pernicieuses qu'erronées on excite l'enthousiasme. On parle de nationalité, et pour soutenir un faux principe, on éveille les préjugés et les passions de cette jeunesse, sachant bien qu'il est souvent facile de la tromper et d'en faire des instrumens. Quel spectacle déplorable que de voir un homme d'un âge avancé, un vieillard se faire des amis et partisans parmi certains de nos jeunes gens, d'ailleurs si estimables, séduits par ses démarches insensées; eux, sans expérience dans les affaires politiques; et lui, que toutes personnes distinguées tant par leur rang, leur fortune, et leurs talents sont forcées d'abandonner, quoiqu'elles l'entourassent jadis; des personnes toutes autant attachées au pays que lui. Elles le désavouent et le censurent, et, malgré leur ancienne approbation, vieilles et connaissantes, elles se mettent en garde contre les machinations d'un homme dont, elles en sont maintenant convaincues, le seul motif était de s'élever au-dessus de tous ceux qui l'environnent, à quelque prix que ce fut. Il parle sans cesse de la nationalité: Cette "nationalité" consiste à faire le bien de sa patrie; à la faire chérir et respecter. Chacun qui vient parmi nous veut faire fortune, demeurer et mourir en Canada; pour cela, il doit s'identifier avec sa prospérité et son honneur; ce qui est la vraie nationalité. Mais l'objet du mouvement actuel est de semer la division parmi le peuple, &c., &c. En un mot, c'est la discorde, la division que l'on désire, et ce sont les seuls moyens que les ambitieux possèdent pour se créer un parti. De tous ceux dont il faut se garder, ce sont ceux qui veulent " diviser pour régner." Il est du devoir d'un véritable Canadien d'épier les démarches de ces chercheurs de popularité. Il faut analyser leurs projets, approfondir leurs tendances, et s'étant convaincu que l'égoïsme est leur seul mobile, il convient de les dénoncer comme les plus méchans et les plus dangereux ennemis du pays, et chacun doit les fuir et les déconcerter.

Lorsque l'immense majorité de ce comté m'a fait l'honneur de me demander à me porter candidat, j'ai entré en lice avec une personne, vénérable par son âge, respectable par ses *antécédens*, mais qui, dans sa vieillesse avait *apostasié ses principes*, s'était classé dans les rangs des ennemis reconnus de cette Province, et de tout ce qu'il y avait de Canadien et de libéral. Certains *parens et amis de MM. D. B. Viger* et *L. J. Papineau* eurent la bassesse, la malignité, alors, de m'accuser de vouloir de nouveau plonger le